

Santé

Finances publiques : les dépenses de santé sont celles qui ont connu la plus forte progression en dix ans

Entre 2014 et 2024, la part de la santé dans les dépenses publiques a augmenté de 1,3 point, dépassant de loin la défense, deuxième poste en termes de croissance, note l'Insee. Le poids de la protection sociale est au contraire en recul

Abonnés Inclus dans votre abonnement

Publié le 6 février 2026 à 11:32



Suivre l'Opinion sur Google Suivre sur Google

Aliénor Bierer



Siège de l'assurance maladie de Grenoble (Isère). - Sipa Press

Elle explose les compteurs. La santé est le poste de dépenses publiques qui a le plus progressé sur une décennie, augmentant de 1,3 point de pourcentage – alors que le reste des fonctions est resté « globalement stable », écrit l'Insee dans une note publiée jeudi. **La santé devance**, et de

loin, les deux postes suivants : la défense, dont la part augmente de 0,4 point sur la période, et l'ordre et la sécurité (+0,3).

Selon l'institut des statistiques, qui a évalué l'usage de l'argent public entre 2014 et 2024, « la forte hausse des dépenses [de santé] à la suite de la crise sanitaire ne s'est pas résorbée depuis ». La note met en avant une « progression des rémunérations de 3,7 % à l'hôpital et la forte hausse des dépenses de prestations sociales de santé marchande ».

En 2024, les dépenses en santé ont augmenté de 11 milliards d'euros (+4,6 %) pour atteindre 261 milliards d'euros, soit 16 % des dépenses publiques – comme en 2023 –, ce qui en fait toujours le deuxième poste en volume.

Newsletter Impôts, Taxes & Cie

Tous les jeudis à 17h30, retrouvez l'analyse de l'actualité fiscale.

S'inscrire

Les dépenses de protection sociale toujours en hausse

La première place revient à la reine mère, la protection sociale. Son volume ne cesse de croître mais, à l'inverse, son poids recule de 0,5 point sur la décennie. L'Insee impute ce recul à une relative stabilité du poids des dépenses de retraite (+0,2 point) et un tassement de celles relatives à la famille (-0,4 point) et au chômage (-0,4 point).

Elles épongent la hausse de 0,4 point enregistrée à la fois pour la maladie, principalement liée aux indemnités journalières, et pour l'exclusion sociale, qui comprend notamment la prime d'activité, ajoute l'Insee.

En revanche, en 2024, les dépenses de protection sociale progressent plus vite que celles en santé : elles enregistrent une augmentation de 5,3 %, à 35 milliards d'euros, soit 693 milliards au total. Sans surprise, l'évolution s'explique ici par une hausse des pensions de retraites de 6,2 %

(+23 milliards d'euros) notamment liée à la revalorisation de 5,3 % pour le régime de base, entrée en vigueur au mois de janvier 2024. La protection sociale représente ainsi 41 % des dépenses publiques en 2024.

L'Insee nous apprend également que, sur dix ans, la part des dépenses publiques consacrée à la protection sociale dans le PIB diminue de 0,8 point, avec 165 milliards d'euros de dépenses supplémentaires sur dix ans, quand la santé augmente de 0,6 point (+82 milliards d'euros). Un chiffre de plus, s'il en fallait un, qui pèsera dans **l'élaboration du prochain budget de la Sécurité sociale**.

Sécurité sociale

Budget

Finances publiques